

Russie / Bélarus : un même combat?

Description

La confrontation avec l'Occident dans laquelle s'engage le Kremlin depuis l'empoisonnement d'Alexeï Navalny en août 2021 conduit à un rapprochement entre Vladimir Poutine et Aliaksandr Loukachenka. Mais le soutien apporté par le Kremlin au régime contesté de Minsk pourrait aliéner au premier une partie importante de la population bélarusse.

Lors de « l'Assemblée du peuple » qu'il a convoquée les 11 et 12 février 2021, le président sortant bélarusse A. Loukachenka a confirmé la réforme constitutionnelle à venir, mais aussi sa détermination à se maintenir à son poste dans l'avenir prévisible. Il a souligné combien à cet égard était essentielle l'aide de la Russie. C'est dans ce contexte qu'il a rencontré le 22 février à Sotchi le Président russe pour obtenir de Moscou une assistance supplémentaire afin de tenter de stabiliser la situation au Bélarus, toujours en proie à la contestation. « *Tant que la Russie et nous resterons dos à dos, personne ne nous mettra à genoux* », a déclaré Aliaksandr Loukachenka, qui n'a pas manqué de dénoncer les ingérences occidentales.



En Russie, la [Nezavissimaïa gazeta](#) voit dans la flashmob organisée le 14 février à l'occasion de la Saint-Valentin en soutien à A. Navalny un processus de « bélarussisation ». Le recours aux réseaux sociaux, qui permet à la mobilisation de se poursuivre en dépit des mesures d'intimidation et de répression qui la frappent, est en effet un point commun entre les deux pays, relève [Ivan Preobrajenski](#). Ce parallèle entre les deux situations revient souvent, y compris chez [Aliaksandr Loukachenka](#) qui voit dans l'agitation qui touche le Bélarus, et désormais la Russie, la main de l'étranger et une volonté de renverser les pouvoirs en place. Il considère que son régime a été confronté à un *Blitzkrieg* devant servir de « tremplin » pour attaquer la Russie qui, elle, fait face à une « stratégie d'usure » appelée à se poursuivre jusqu'aux élections législatives de l'automne. À Minsk, la propagande n'a pas manqué de présenter la mobilisation en faveur du principal opposant à Vladimir Poutine comme la confirmation de la pertinence des mises en garde d'un Loukachenka contesté depuis l'élection présidentielle frauduleuse de l'été 2020.

Le porte-parole du [Kremlin](#) Dmitri Peskov se refuse toutefois à établir un « parallèle » : les deux situations sont « différentes », les causes également même si, d'après lui, des « provocateurs » sont à l'œuvre dans les deux pays. Tandis que Maria Kalesnikava, l'une des figures de l'opposition bélarusse, a déchiré son passeport à la frontière, préférant l'internement à l'exil, [Sviatlana Tsikhanouskaïa](#) a expliqué les raisons - d'ordre familial et d'efficacité - qui faisaient qu'à la différence d'A. Navalny elle avait décidé, du moins à ce stade, de rester à l'étranger. Malgré les traits communs entre les régimes autoritaires de Minsk et de Moscou - notamment la longévité des dirigeants en place depuis plus de vingt ans, le [Financial Times](#) décelant dans les manifestations en faveur d'A. Navalny « un écho bélarusse » -, les experts mettent plutôt en exergue les différences dans les turbulences qui secouent les États de l'Union russo-bélarusse.

Des similarités mais aussi des différences

Les situations politiques et économiques du Bélarus et de la Russie sont effectivement différentes, fait observer le sociologue [Lev Goudkov](#), directeur du centre Levada : le modèle d'économie d'État de type soviétique est encore très prégnant à Minsk, confronté à des difficultés financières, alors que Moscou, en dépit de la stagnation, conserve des marges de manœuvre financières. L'absence d'un processus de privatisation de grande ampleur tel que l'a expérimenté

la Russie à l'époque Eltsine peut expliquer, d'après [Sławomir Sierakowski](#), pourquoi la Russie figure au 137^{ème} rang du classement de *Transparency International* en matière de corruption, tandis que le Bélarus occupe la 66^{ème} place, devançant certains États membres de l'Union européenne. En revanche, le mécontentement y est beaucoup plus profond, provoqué par les fraudes massives qui ont privé S. Tsikhanouskaïa de sa victoire, notent les politologues ; cette contestation populaire a engendré un rejet d'A. Loukachenka et de son régime au sein d'une grande partie de la population.

Cette perte de légitimité explique l'ampleur prise par les manifestations de rue, qui ont rassemblé pendant des semaines des centaines de milliers de personnes, soit une proportion très importante de la population du pays. En Russie, V. Poutine bénéficie toujours du soutien d'une partie importante de l'opinion et la mobilisation en faveur d'A. Navalny, dont l'empoisonnement est mis en doute par la moitié des personnes interrogées par le centre Levada, n'a réuni que quelques dizaines de milliers de sympathisants, urbains et jeunes en majorité. A. Navalny symbolise avant tout la lutte contre la corruption ; le Kremlin, en le faisant emprisonner, l'a transformé à son corps défendant en leader de l'opposition, voire en autorité morale, mais son audience demeure limitée, alors que S. Tsikhanouskaïa, personnalité ordinaire, est à sa place en incarnant la résistance à un système autoritaire, estime Sławomir Sierakowski.

À Minsk comme à Moscou, on pratique l'assassinat politique mais, à la différence du Bélarus aux prises avec une crise majeure qui a conduit les forces de l'ordre à recourir à une violence massive et indiscriminée, le niveau de la répression en Russie se situait jusqu'à présent à un niveau inférieur, estime [Artiom Chraïbman](#) (même si plus de dix mille personnes ont été interpellées ces dernières semaines dans différentes villes russes). Le nombre de « *prisonniers politiques* » reconnus comme tels par l'association Memorial est trois fois supérieur au Bélarus (187 contre 63 en Russie). Les « *structures de force* » russes ont suivi de près l'évolution de la contestation dans le pays voisin et en ont tiré des enseignements, elles se sont mises à pratiquer une répression ciblée afin de neutraliser préventivement les leaders du mouvement de contestation. Le fait que le Kremlin désigne désormais l'Occident comme ennemi est aussi un point positif pour Aliaksandr Loukachenka, qui y voit une garantie de son maintien.

Un contexte de confrontation avec l'Occident

Récemment encore, la vigueur de la répression au Bélarus stigmatisait le régime d'A. Loukachenka, mais l'interdiction *de facto* en Russie de toute forme d'opposition pacifique organisée tend à rapprocher les comportements des autorités des deux pays, observe [Andreï Sinitcine](#), évolution facilitée par la réforme constitutionnelle intervenue à l'été 2020 qui a institué de nouvelles restrictions aux libertés publiques et fait que, désormais, le pouvoir russe « *réagit de manière répressive et non plus politique aux crises politiques* ». Si la société russe opposait une résistance aussi forte que la population bélarusse, il ne fait pas de doute, selon [A. Chraïbman](#), que la réaction des forces de l'ordre serait identique, hypothèse qu'il juge cependant peu probable dans l'atmosphère actuelle, marquée par la pandémie de coronavirus qui entraîne une certaine « *apathie* » de la population. La dérive autoritaire à Moscou, sous la pression croissante des *Siloviki*, n'est pas, observe le politologue, sans effet sur la confrontation entre les autorités et l'opposition bélarusses : comment V. Poutine pourrait-il pousser A. Loukachenka au dialogue avec la population, alors que lui-même s'y refuse ? La montée des tensions entre la Russie et l'Occident donne plus de poids aux arguments du régime de Minsk, « *dernier allié qui, s'il tombe, ouvre le chemin du pouvoir à l'opposition pro-occidentale* ».

Mais ce rapprochement entre Minsk et Moscou comporte un risque pour le Kremlin : le soutien apporté à Loukachenka et à son régime ternit l'image des dirigeants russes auprès d'une partie importante de la population bélarusse, souligne encore A. Chraïbman. Tout en récusant la thèse selon laquelle l'aide apportée en 2020 par le Kremlin au régime de Minsk était dictée par la crainte de voir la Russie gagnée à son tour par la contestation - V. Poutine redoutait surtout, d'après lui, les réactions imprévisibles de la rue à Minsk -, l'expert de la Carnegie met en évidence les interactions qui existent désormais entre les deux crises. La dernière enquête réalisée en janvier 2021 par [Chatham House](#) montre en effet que 39,5 % des Bélarusses interrogés ont « *récemment développé une opinion plus négative de V. Poutine* » (elle reste inchangée pour 52,1 % des sondés) et que, plus la crise et cette « *alliance entre V. Poutine et A. Loukachenka* » se prolongent, plus le coût en termes de sympathie risque d'être important pour le Président russe, rendu responsable du maintien à son poste de son *alter ego* bélarusse. « *Moscou accoutume les Bélarusses à l'idée qu'on ne peut être démocrate et pro-russe et qu'il faut choisir* ».

», résume Artiom Chraïbman.

Vignette : Manifestation contre A. Loukachenka devant l'ambassade du Bélarus à Moscou, le 23 août 2021 (photo : Wikimedia Commons/ Anna Doulevskaïa – CC BY SA 4.0).

* Bernard Lhotellier est ancien fonctionnaire du MEAE.



[Retour en haut de page](#)

date créée

25/02/2021

Champs de Méta

Auteur-article : Bernard Lhotellier*